

KAFALA DES ENFANTS ABANDONNÉS

L'Association enfance et famille d'accueil pour l'inscription sur le livret de famille

L'Association algérienne enfance et famille d'accueil bénévole plaide pour l'inscription de l'enfant accueilli dans le cadre de la kafala sur le livret de famille. Une démarche qu'elle considère comme un «facteur d'intégration» à la société.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Qualifiant la non-inscription de l'enfant accueilli dans le cadre de la kafala sur le livret de famille de «discrimination», l'Association algérienne enfance et famille d'accueil bénévole appelle à ce qu'il y ait un «idjihad» pour l'amélioration du cadre législatif. «L'enfant de la kafala est partie intégrante de la famille mais ne figure pas sur le livret

de famille. Nous plaillons pour son inscription sur le livret de famille avec la mention de kafala», a déclaré Hocine Diar, membre de l'association, hier, au forum d'El Moudjahid.

Il a ainsi rappelé la fatwa sur l'attribution du nom de la famille d'accueil à l'enfant de la kafala. «Cette fatwa a été suivie par un décret gouvernemental en 1992, qui a permis une meilleure intégration de



Photo : Samir Sid

Permettre une meilleure intégration de ces enfants.

ces enfants dans la société», a-t-il dit. L'intervenant a également appelé à l'«élargissement» du cadre législatif afin, dit-il, de «trouver des familles d'accueil aux enfants abandonnés dès leur jeune âge».

Pour sa part, le président de l'Association, Antri Bouzar Youcef, a évoqué le cas des enfants handicapés abandonnés. «Cette catégorie représente 15% des enfants des pouponnières. Il faut que le ministère de la Solidarité se penche sur ces cas.»

Pour lui, la création de centres spécialisés pour les enfants abandonnés souffrant

d'un handicap lourd s'impose. «Ces enfants nécessitent un suivi permanent et une prise en charge médicale et paramédicale adaptée», a-t-il précisé.

Il a, en outre, déploré que des enfants abandonnés restent durant plusieurs mois, voire des années, dans les hôpitaux. «Des enfants sont restés jusqu'à l'âge de deux ans à l'hôpital à Djelfa et à Ghardaïa », a-t-il affirmé, avant de lancer un appel aux services sociaux en vue de coordonner leurs actions à travers les différentes wilayas.

R. N.

VISITE DU RESPONSABLE DE L'AGENCE DU NEPAD

La Transsaharienne et la liaison à fibre optique au menu des discussions

Le secrétaire exécutif et directeur général de la planification et de coordination du Nepad, le D' Ibrahim Assane Mayaki, en visite à Alger, a déclaré, hier, qu'un système d'intégration régionale dans huit domaines sensibles dont l'éducation et la santé est en cours. L'expert a participé à une réunion entre représentants de secteurs concernés par trois grands projets. Il s'agit de la route transsaharienne Alger-Lagos, de la liaison par fibre optique Algérie-Nigeria et du gazoduc Nigeria-Algérie.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Pour Moussa Benhamadi, ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication intervenant à l'ouverture de la rencontre, «l'Afrique n'est plus un acteur secondaire mais essentiel surtout depuis les actions initiées dans le cadre du Nepad qui a pris un nouvel élan».

Le ministre a annoncé aussi la création de cellules de suivi alors qu'une équipe passera dans tous les pays pour rencontrer ces comités techniques. «La dynamique en cours

consiste à écouter et trouver les solutions idoines pour une coopération régionale et un développement durable», a, par ailleurs, précisé le ministre.

Les secteurs concernés par les trois projets sont le transport, l'énergie et les ressources en eau. Deux projets sont au centre des discussions, la route transsaharienne et la liaison à fibre optique Alger-Abuja.

Le championnat du projet de gazoduc Nigeria-Algérie a, par ailleurs, été confié au Nigeria. Pour le ministre, il

s'agira toutefois de trouver des financements nécessaires pour la réalisation des projets inscrits et aussi à venir.

Les projets de la route transsaharienne et la fibre optique Alger-Abuja sont, de ce fait, classés projets champions dans le cadre du Nepad.

Moussa Benhamadi a annoncé aussi que l'ambition est d'étendre le réseau à fibre optique vers d'autres destinations et pays africains.

Selon Moussa Benhamadi, les pays européens doivent également s'impliquer dans les projets africains en vue de juguler l'immigration clandestine et fixer les populations sur leurs terres d'origine à travers l'emploi notamment, généré par les grands projets en cours.

Pour sa part, le directeur du Nepad a déclaré que la rencontre d'Alger consiste en une prise de contact de départ pour la mise en œuvre des ini-

tatives présidentielles des pays concernés. «L'équipe technique du Nepad développera avec la partie algérienne un plan d'action précis. Il y a aussi une nouvelle configuration du Nepad créée, il y a de cela dix années, pour une stratégie globale de développement du continent. Et dans ce cadre, les infrastructures sont une donnée clé», a assuré le D' Ibrahim Assane Mayaki. Il expliquera aussi qu'un système d'intégration régionale dans huit domaines sensibles, dont l'éducation et la santé, est en cours.

Pour ce responsable, le premier objectif est de réduire les problèmes de gouvernance dans les stratégies de développement du continent et cela impliquait, selon lui, une participation des instances de haut niveau.

Les trois grands projets à l'ordre du jour ont été retenus par le comité des chefs d'Etat et de gouvernement chargés de l'orientation du Nepad et approuvés au cours de sa 24^e session tenue au mois de février dernier à Addis-Abeba.

F-Z. B.

ILS FONT FACE À UN MANQUE DE MÉDICAMENTS

Grande détresse des cancéreux de Annaba

Les cancéreux de la région d'Annaba sont confrontés depuis près de quatre mois à des pénuries de médicaments spécifiques à leur maladie. En raison du manque en ces médicaments, dont le cinq-Fluoracyl, l'Adriamycine ou la Cisplatine, constituant les premiers protocoles de soins, les cancéreux se trouvent dans l'impossibilité de suivre leurs cures de chimiothérapie. Pourtant, il s'agit de simples molécules et de produits dont le prix n'est pas élevé.

Non commercialisés par les officines, ces médicaments ne sont disponibles qu'au niveau des pharmacies des hôpitaux. Cette situation de pénurie ne fait que perdurer, au grand dam des malades.

A l'annonce, il y a plus de cinq ans, du lancement des travaux du Centre anticancer (CAC) d'Annaba, ceux souffrant de cette pathologie issus des wilayas de l'extrême nord-est du pays

gardaient l'espoir de se voir pris en charge sérieusement dans les deux ou trois prochaines années, principalement pour le traitement de radiothérapie. C'était sans compter avec la lenteur bureaucratique. Pourtant confiée à une entreprise chinoise, la réalisation de cette structure sanitaire de premier ordre n'a pas échappé aux tracasseries administratives. Si ce n'est pas le manque en matériaux de construction, c'est le règlement des situations financières des bâtisseurs chinois qui a entravé la bonne marche du chantier.

Aujourd'hui, le gros œuvre est terminé mais restent les finitions, ainsi que l'installation de l'ensemble des pièces de l'équipement très sophistiqué, nécessitant une technicité prouvée. Confiée au départ à la direction du centre hospitalo-universitaire, l'opération d'acquisition de ce matériel a été finalement centralisée au niveau du ministère de tutelle.

Pour la chimiothérapie, il existe un

hôpital de jour au sein de la structure hospitalière du Docteur-Dorban, mais il manque cruellement de médicaments, comme indiqué plus haut. A cela s'ajoute le manque récurrent des poches pour somatisés.

Cette pénurie, nous signalent des malades, est à l'origine d'une spéculation éhontée. Les poches sont ainsi proposées au quadruple du tarif de leur remboursement par la Sécurité sociale, alors que la majorité des stomatisés sont issus de milieux défavorisés.

Cette situation n'a cependant pas entamé la volonté de ceux qui œuvrent à venir en aide aux cancéreux d'Annaba et sa région. L'association Hayat, l'une des premières à avoir vu le jour à la fin des années 1980 après la promulgation de la loi de 1987 autorisant la création d'associations activant dans le domaine social, avec ses maigres moyens, prend en charge actuellement quelque 300 cancéreux. Sa présidente se bat pour assurer aux malades soins et réconfort en tapant à toutes les portes. Une malade nécessitant une prise en charge pour une cure de radiothérapie a été dirigée vers une structure distante de quelque 700 km d'Annaba. Et pour cause, le centre le plus proche, celui de Constantine, était saturé, a-t-on appris de la présidente de l'association Hayat.

Selon ses dires, le wali d'Annaba fait de son mieux pour venir en aide avec, bien sûr, les moyens à disposition, à cette catégorie de grands malades en détresse.

A. Bouacha

SIDI-BEL-ABBÈS

Un jeune mortellement poignardé

Le faubourg Thiers, dans la ville de Sidi-Bel-Abbès, est encore sous le choc après la mort tragique d'un jeune homme, A. M., 27 ans, dans la nuit de lundi à mardi. Selon des sources concordantes, la victime a été poignardée dans le dos par un adolescent de 17 ans, dans des circonstances que l'enquête diligente par la police est en train d'essayer d'élucider. Evacuée vers les UMC du CHU Hassen-Abdelkader de Sidi-Bel-Abbès, la victime a rendu l'âme aussitôt suite à une importante hémorragie. Le présumé meurtrier a été arrêté et deux autres personnes interpellées. Le principal accusé sera déféré incessamment devant le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès.

A. M.

Les Patriotes de Tizi-Ouzou interpellent le président Bouteflika

La détresse des Patriotes, contenue depuis longtemps, éclate au grand jour. C'est ce qui apparaît à la lecture de la lettre ouverte rédigée à l'adresse du président de la République par ces dizaines de Patriotes du sud de la wilaya de Tizi-Ouzou, englobant pas moins de quatorze communes, parmi celles ayant le plus enduré les affres du terrorisme.

Ils n'ont pas pour habitude de se lamenter mais là, ils n'en peuvent plus de supporter la tournure prise par l'après-lutte contre le «tsunami intégriste et son bras armé». Réunis au début de cette semaine, ces Patriotes et leurs représentants ont voulu se rappeler au bon souvenir du premier magistrat du pays auquel, et pour ceux qui l'auraient oublié, rappellent quelques «vérités» sur ce qui s'est passé ces dernières vingt années, au lendemain de «l'appel pressant lancé par une poignée d'hommes responsables à la tête de l'Etat à l'adresse des dignes fils de l'Algérie», écrivent-ils dans leur lettre. «Des milliers de moudjahidine, rescapés de la glorieuse guerre de Libération nationale, au crépuscule de leur vie et la précarité de leur santé, ont pris les armes côte à côte avec leurs enfants dans plusieurs cas, ceux des chouhada, anciens de l'ANP, de la Sûreté nationale et d'autres citoyens jaloux de leur patrie», écrivent-ils pour rafraîchir les mémoires si jamais quelque part on a oublié que «la lutte a été longue et sanglante, engendrant des pertes énormes en hommes et matériels (...), les Patriotes résolument engagés pour la sauvegarde de la République payeront le prix fort qu'aucun homme ne peut occulter (...). Dieu merci, les forces du mal ont été défaites».

Un rappel des faits jugé nécessaire par les Patriotes qui, ensuite, énumèrent les rendez-vous électoraux, depuis l'année 2000, occasions lors desquelles les plus hautes autorités de l'Etat n'avaient jamais lésiné sur les promesses en leur direction en guise de reconnaissance. «Rien ne pointe à l'horizon des braves Patriotes qui continuent de défier les résidus du terrorisme les armes à la main», poursuivent-ils, non sans évoquer leurs camarades morts sans avoir eu droit à la moindre gratitude. Et là, inévitablement, les rédacteurs de l'appel au président de la République n'ont pu s'empêcher de faire le parallèle avec les «émirs» et leurs troupes aux mains tachées de sang qui se sont retrouvés «grassement servis par le Trésor public en plus d'autres largesses de la loi sur la réconciliation nationale allant jusqu'au bénéfice d'une garde rapprochée pour les têtes pensantes de la sinistre organisation».

Une tournure des événements qui pourrait «tuer inévitablement l'amour de la patrie dans l'esprit des générations présentes et à venir», assurent les Patriotes du sud de la wilaya de Tizi-Ouzou qui, pour conclure leur missive, interpellent le président de la République pour honorer les engagements pris devant Dieu et le peuple algérien.

M. Azedine